

Mars 2014
Un mois de Luttres !!

finances
Solidaires

SYNDICAT NATIONAL
Solidaires
Finances
Publiques

DOUANES
Solidaires

Solidaires
CCRF & SCL

Solidaires
Sud
INSEE

Sud Centrale
Solidaires finances

I.D.D.
Solidaires

Le gouvernement a choisi son camp !

Pour répondre toujours plus aux revendications du patronat portées par le MEDEF, les « pigeons » et autres volatiles qui entendent plumer la grande majorité de la population qui tente de vivre de son travail, ce gouvernement ignore les revendications des agents de Bercy. Pire, il sacrifie les missions économiques et financières de service public qui fondent l'action de contrôle de **l'Etat au service de l'intérêt général**.

Face à cette offensive des réactions se sont construites depuis plusieurs mois à la DGFIP et à la Douane contre à la mise en place de « plan ou démarche stratégique » stricte déclinaison de la MAP, et ce sans concertation, débouchant sur des appels intersyndicaux à la grève et à des manifestations nationale, et interrégionales le 20 mars.

De suppressions d'emplois en suppressions d'emplois, les directions de Bercy ont de plus en plus de difficultés à exercer leurs missions. Lutte contre la fraude fiscale, contrôle des dépenses publiques et gestion des comptes de l'État et des collectivités locales, contrôles douaniers dans un contexte de libéralisation encore accrue des échanges (F. Hollande s'est déclaré récemment partisan d'une accélération des négociations sur l'accord transatlantique de libre échange entre États-Unis et Europe). La protection économique des consommateurs, la protection des citoyens face aux dangers industriels par le contrôle ne sont plus une priorité, l'existence d'une statistique publique indépendante l'est encore moins, tout comme l'est une administration centrale au service de l'ensemble de ses missions qui vit quant à elle, sous la menace d'un projet de « mutualisation des fonctions support » décrété par les ministres.

Au contraire, pour le gouvernement, il faut toujours offrir plus de gages au patronat. Les suppressions d'emplois et la désorganisation des services dépendant de Bercy en font partie. Quand il ne s'agit pas de laisser le secteur privé prendre la main sur des enjeux d'intérêt général.

Non seulement il s'agit, une fois de plus, de faire des cadeaux aux détenteurs des capitaux propriétaires des entreprises en amplifiant une politique d'exonération de cotisations sociales et d'allègements fiscaux **qui a déjà amplement fait les preuves de son inefficacité au service de l'emploi.**

A nous de l'en faire changer !!

Mais il s'agit également de les laisser réguler nos vies par les prétendues vertus de la seule « loi du marché », celle de leurs intérêts. Moins de réglementation pour les entreprises. Moins de moyens pour le service public, égal moins de moyens pour la faire respecter et **faire respecter l'intérêt général au profit du plus grand nombre.** Moins de moyens également pour exiger des contreparties de ces mêmes entreprises.

La « modernisation de l'action publique », par laquelle l'État ampute ses moyens de contrôle, cache mal son désengagement et **un recul sans précédent de l'action publique.** Cette désertion nous renvoie, sous couvert d'un langage pseudo-moderne, dans un passé où l'idéal républicain, celui de la « chose publique », nécessitait de lutter pour imposer les grandes conquêtes démocratiques et sociales.

Un des ministres de Bercy ne s'embarrasse même plus de déclaration d'intention ! « *En économie, on n'a pas de sanction judiciaire ! Même en Chine ! L'engagement moral peut tenir lieu d'évaluation de politique publique.* ». Le patron des patrons, Pierre Gattaz, semble lui répondre lorsqu'il demande un « moratoire » sur les projets de lois qui « stressent » les entreprises. D'un côté, le gouvernement accumule donc les concessions faites aux seuls intérêts des détenteurs du capital :

L'« accord national interprofessionnel sur la compétitivité et la sécurisation de l'emploi » (ANI) constitue un véritable marché de dupes. La volonté gouvernementale de « simplification » du marché du travail livre encore plus les salariés à la précarité et à la flexibilité subie de leur travail et de leurs revenus.

Le gouvernement l'avait promis, il l'a fait ! Il avait annoncé une contrepartie pour les entreprises à l'augmentation de la cotisation retraite lors de la dernière réforme de ce régime. Elle est là. Mesure phare du « pacte de responsabilité » passé par le gouvernement avec le patronat dans le dos des salariés, l'exemption du paiement des cotisations familiales rapportera 35 milliards au patronat !

Si, depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement a chichement augmenté le SMIC en attendant peut-être de revoir ses règles de revalorisation, il réfléchit déjà avec de grands patrons étrangers, au sein d'un « conseil stratégique de l'attractivité », aux mesures susceptibles d'appâter ces derniers.

Nouvelle contre-réforme des retraites tout bénéfice pour les employeurs. Ce sont les salariés qui paieront encore plus leurs retraites. Il ne leur reste que la possibilité, dans un contexte de chômage massif, de poursuivre leur activité plus longtemps pour éviter une vie précaire une fois la cessation d'activité intervenue. Ce alors que ces mêmes employeurs détériorent de plus en plus leurs conditions de vie au travail.

CRRRR!

Les crédits d'impôts (Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi ...) se multiplient pour les entreprises : le gouvernement leur fait un cadeau supplémentaire de 20 milliards d'euros, sans contrepartie ni contrôle, financés sur le dos des salariés et des consommateurs les plus modestes par une hausse notamment de la TVA.

Dans toutes ces mesures prises pour répondre aux exigences et intérêts de ceux que Mr Gattaz représente, il n'est donc pas question de la « parfaite exemplarité » attendue par ailleurs des employeurs publics par le premier ministre lorsqu'il s'adresse aux organisations syndicales représentatives des fonctionnaires.

En contrepartie des cadeaux qu'il fait ainsi à une minorité de possédants, assumant sans doute sa « responsabilité » d'État employeur, le gouvernement multiplie les mesures sur le dos du service public et des fonctionnaires rendus boucs émissaires de la crise.

Le Premier Ministre le dément officiellement mais le ministre de l'Éducation Nationale, le ministre du Budget et le président du groupe socialiste à l'Assemblée Nationale, ont bel et bien envisagé pour réduire de 50 milliards les dépenses publiques un gel des avances et des primes des fonctionnaires, relayant ainsi la campagne médiatique récente stigmatisant les primes et pseudo « avantages » des fonctionnaires.

Le gouvernement remet en cause le statut de la Fonction Publique en décidant contre l'avis des organisations syndicales la mise en application du Régime Indemnitaire de Fonctions, de Sujétions, d'Expétise et d'Engagement Professionnel (RIFSEEP) (ex PFR).

En individualisant et en précarisant la rémunération des fonctionnaires, en les mettant en concurrence, cette indemnité va à l'encontre de la neutralité du service au public. C'est une autre façon de casser le service public.

A coups de MAP, d'acte III de décentralisation, de poursuite de la politique de resserrement de la carte des hôpitaux publics, ce gouvernement casse les outils de l'action publique, contribue à l'éloigner encore plus de son usager, le virtualise jusqu'à faire douter de son intérêt à ceux là même qu'il doit servir.

Le choix d'une politique de régression sociale

En privant le service public de moyens, en l'étouffant, en le délégitimant, en le privant de son sens et de son utilité au service de la collectivité, c'est un outil essentiel de l'état républicain au service de toutes les solidarités qui est remis en cause. Moins de service public, c'est encore plus d'isolement social dans une société dont les dirigeants érigent la «compétitivité» en dogme absolu.

Le nouveau contrat social, défendu par François Hollande, habille une réalité où les choix en faveur de l'entreprise et de ses actionnaires désorganisent encore plus une société fragilisée par un chômage de masse, laissant sans recours les plus précaires parmi les personnes âgées, les jeunes, les femmes ...

Défense et promotion des missions économiques et financières des directions dépendant de Bercy, défense et promotion du service public et de la Fonction Publique, lutte contre la casse du modèle social hérité des luttes du Front Populaire et de la Résistance sont intimement liées.

Se mobiliser pour que nos missions aient les moyens et les outils pour contribuer à réguler l'économie et la finance et à ne pas laisser les mains libres aux intérêts d'une minorité, ...

...c'est se battre pour une société qui ne tourne pas le dos à un modèle social solidaire !

CRRRR!